

<https://ujfp.org/spip.php?article3978>



Halte à la censure à l'université ! RDV à 18h lundi 9 mars à Paris 8

- L'UJFP en action - Appels et manifestations -



Date de mise en ligne : lundi 9 mars 2015

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

Une nouvelle fois, la présidence de l'université de Paris 8 Saint-Denis bafoue le principe de liberté d'expression, en interdisant deux jours avant la date prévue, une [conférence organisée par le collectif Palestine Paris 8](#), en partenariat avec d'autres organisations de soutien au peuple palestinien. Cette conférence a pour objectif de dénoncer la politique d'apartheid de l'Etat israélien à l'égard des Palestiniens. Elle compte parmi ses invité-e-s Bilal Afandi, jeune militant palestinien, Max Blumenthal, journaliste étasunien, et une intervenante de la campagne BDS (Boycott Désinvestissement Sanctions contre la politique d'apartheid de l'Etat israélien).

Les motivations de la présidence à censurer cet événement n'ont jamais été claires. S'exprimant par la biais de la Maison de l'étudiant, qui lui sert d'intermédiaire pour mettre sous tutelle et contrôler l'initiative étudiante, la présidence de l'université a tantôt évoqué un manque de salle disponible, un intervenant (en la personne de Max Blumenthal, dont les textes sont pourtant publiés dans de nombreux journaux aux Etats-Unis) « controversé », une communication « non conforme », des risques de troubles à l'ordre public... Outre cette censure bureaucratique, la présidence n'hésite pas non plus à employer des moyens répressifs directs, comme le fait de mandater des agents de l'université pour arracher nos supports de communication de l'événement.

Dans le contexte actuel, interdire une telle conférence revient à s'aligner sur la politique de récupération des attentats des 7 et 9 janvier 2015, qui veut imposer définitivement une liberté d'expression à géométrie variable. « Nous sommes Charlie », peut-on encore lire sur des grandes affiches placardées sur les murs de la fac. Ce message ne signifie-t-il pas que l'université affiche son soutien à un journal controversé ? Faut-il comprendre que la controverse n'est valable que lorsqu'elle va dans le sens de l'idéologie dominante ?

Ainsi, selon la présidence, la liberté d'expression s'arrête au moindre risque d'ébranler, à l'échelle de la fac, la politique de l'Etat israélien. Pire encore, cette conférence a l'audace de s'inscrire dans le cadre de la « Israeli Apartheid Week », une semaine internationale de lutte et de réflexion contre la politique d'apartheid d'Israël, qui se tient dans de nombreuses autres universités dans le monde, notamment en Angleterre, aux Etats-Unis, en Palestine, en Afrique du Sud, et dans plusieurs pays d'Amérique Latine. Depuis 2012 (la présidence de l'université avait alors décidé de fermer l'université pour interdire un colloque), les pressions et les tentatives de censure sont devenues systématiques, lorsqu'il est question d'évoquer la sujet de l'apartheid en Palestine

Mais nous ne nous laisserons pas domestiquer par la présidence de l'université, vautrée dans ses objectifs de normalisation (sécuritaire, « austéritaire », bureaucratique et idéologique) de la fac de Saint-Denis. Et puisqu'elle préfère céder aux pressions et donner raison aux défenseurs de la politique israélienne, nous prenons de notre côté nos responsabilités. Nous appelons donc au maintien de cette conférence et à une participation massive, dès 18h, à un rassemblement devant le bâtiment D de la fac pour affirmer notre droit de parler de sujets « controversés », notre droit d'exprimer notre solidarité à l'égard du peuple palestinien, notre droit à l'auto-organisation et à l'indépendance du mouvement étudiant.

Signataires :

- ▶ Association des universitaires pour le respect du Droit international en Palestine (AURDIP),
- ▶ Americans against the war (AAW France),
- ▶ Fédération Solidaires étudiant-e-s - Syndicats de lutte,
- ▶ Collectif Palestine Paris 8,
- ▶ Génération Palestine,
- ▶ Union Juive française pour la paix (UJFP),
- ▶ Nouveau Parti anticapitaliste Paris 8,

- ▶ CEDETIM,
 - ▶ CPPI Saint-Denis,
 - ▶ Association des Marocains de France (AMF),
 - ▶ Association France Palestine Solidarité (AFPS Paris centre, 63, 81),
 - ▶ Sortir du colonialisme,
 - ▶ Collectif Caladois pour le peuple palestinien,
 - ▶ Collectif Judéo - arabe et citoyen pour la Palestine,
 - ▶ Campagne BDS,...
-

Lettre de Jim Cohen à la présidente de l'Université de Paris 8

A Mme la Présidente de Paris 8,

Je comptais assister demain lundi 9 mars, à Paris 8, à 18 h 30, à une conférence-débat avec Max Blumenthal, journaliste de renom aux Etats-Unis et Bilal Afandi, militant palestinien. C'était ma seule occasion de l'écouter pendant sa tournée en France. Je viens d'apprendre que cette réunion a été annulée par ordre de la présidence et si cette information se confirme, je voudrais exprimer mon incompréhension et ma colère devant cette décision qui serait un acte de censure inacceptable.

J'ai exercé à Paris 8 pendant plusieurs années (MCF science politique 1996-2011, charge de cours 1986-1995) et vers la fin de cette période j'ai été sollicité pour aider des étudiants à sauver des événements menacés par des ordres de même type. Le premier « Festival printemps palestinien » (2009 ?), a failli être annulé par ordre de votre prédécesseur Pascal Binczak, mais une mobilisation d'étudiants et d'enseignants a réussi à sauver l'initiative (d'où la plaque à l'honneur du poète Mahmoud Darwich qu'on trouve encore dans la cour de la fac).

Sur le fond, j'imagine que c'est le thème du Boycott, Désinvestissement, Sanctions contre l'Etat d'Israël qui "dérange".

Et pourtant cela fait plusieurs années que le thème est discuté en France et dans beaucoup d'autres pays, dont les Etats-Unis (et pour cause, je dirais, mais évidemment la discussion est ouverte sur le sujet). J'aurais imaginé que dans une université historiquement ancrée à gauche, on aurait le courage d'aborder de tels sujets controversés sans réflexe de censure.

Cet ordre d'annulation, si elle se confirme, me paraît peu digne de l'héritage de Paris 8 tel que je le comprends.

Je dispose encore de peu d'informations ce dimanche, à la veille de l'initiative. Je ne suis pas en contact direct avec les organisateurs. Je compte me rendre quoi qu'il arrive à Paris 8 à l'heure indiquée en espérant que l'ordre d'annulation sera levée d'ici là.

Je vous prie d'agréer, Madame la présidente, l'expression de mes sentiments respectueux.

James Cohen

Professeur des universités

Institut du monde anglophone

Communiqué de l'AURDIP - Nous venons d'apprendre que cette année encore la présidence de l'université Paris 8 a décidé, au dernier moment, d'interdire la tenue d'une conférence (Israel apartheid is real) au cours de laquelle devait être mise en évidence la politique d'apartheid menée par l'État d'Israël à l'encontre de la population palestinienne, politique que nous-même ne cessons de dénoncer. En tant que collectif d'universitaires, nous nous indignons de cette atteinte aux libertés universitaires, libertés de s'exprimer et de débattre. En tant que défenseurs des droits humains et du respect du droit international, nous voulons dire notre profonde inquiétude devant ce silence complice que tente d'imposer la direction de l'université Paris 8. Nous demandons à la présidence de cette université de revenir sur une décision qui ne peut contribuer qu'à exacerber les tensions alors que l'on prétend les apaiser.

<http://www.aurdip.fr/halte-a-la-censure-a-l-universite.html>